

DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ, MANIFESTONS ENSEMBLE LE 11 MARS (République 14h30)



Aujourd'hui les Universités et les IUFM sont en lutte. Massivement, enseignants chercheurs, personnels, étudiants, refusent les projets de réforme du gouvernement.

Leur lutte est celle de toute l'éducation nationale et, au-delà, de toute la société.

Projet de remise en cause de la scolarisation à l'école maternelle et remplacement par des jardins d'enfants payants avec du personnel non formé. Fichier Base élève, évaluation des élèves à l'école primaire. Remise en cause des RASED. Projet de réforme des lycées avec les menaces de remise en cause de disciplines comme les Sciences économiques et sociales. Diminution des horaires d'enseignement par élève. Suppression du BEP et Bac Pro en 3 ans au lieu de 4. Moindre formation et précarisation des enseignants avec la mastérisation de V. Péresse et les nouveaux concours de X.Darcos. Décret sur le statut des enseignants-chercheurs remettant en cause le lien entre enseignement et recherche, avec en arrière plan la loi d'autonomie (dite LRU) et l'Université gérée comme une entreprise. Démantèlement de la recherche publique....

L'arsenal des réformes prévues à tous les niveaux de l'éducation nationale par le gouvernement possède une cohérence redoutable : casse des services publics et des statuts des personnels et des établissements de la fonction publique, éducation à deux vitesses, mise en concurrence des établissements, crédits insuffisants, suppressions de postes, précarisation.

Il s'agit d'adapter par tous les moyens l'école, le collège, le lycée et l'université aux exigences de la marchandisation tous azimuts de la société, de former une main d'œuvre adaptée le plus étroitement possible aux exigences du patronat, et à terme de faire de l'éducation un nouveau terrain de rentabilité pour le secteur privé. Il s'agit aussi de généraliser une société du flicage et de la répression.

Nous exigeons

- Le retrait du projet de décret concernant le statut (les services et la carrière) des enseignants-chercheurs,
- Le retrait de la réforme de la formation des enseignants
- La renonciation aux suppressions de postes et la mise en œuvre d'un plan pluri-annuel de créations d'emplois statutaires permettant notamment d'améliorer l'encadrement et la qualité de la formation des étudiants et de résorber la précarité,
- L'abandon du projet de démantèlement du CNRS et des organismes de recherche.

Le projet de réforme de la formation des enseignants concocté par Darcos et Péresse constitue un véritable chantier de démolition.

• **Précarisation massive et remise en cause du statut des enseignants** : une majorité de candidats seront « reçus-collés », avec un « master enseignement » mais pas le concours ; ils seront déclarés aptes à enseigner sans pouvoir être titularisés ; ils formeront donc une armée de vacataires ou contractuels, qui devront se faire embaucher directement par les établissements sans aucune garantie. C'est le début d'une remise en cause du statut de fonctionnaire des enseignants.

• **Suppression de la formation professionnelle en alternance**, jusqu'alors pratiquée pendant un an par les professeurs stagiaires. A la place, quelques heures de stages non obligatoires avant les concours, puis un service complet dès la réussite au concours... Soit passer sans transition des cours de l'université à l'enseignement à temps plein !

• **Dégradation du contenu de la formation** : Les contenus programmés des nouveaux concours sont dangereusement réduits. Par exemple :

- Au concours de professeur des écoles : une seule leçon à l'oral, dans n'importe quelle matière enseignée à l'école, la loterie !

- Aux CAPES de langue : plus d'oral dans la langue étrangère qui doit être enseignée !

C'est la raison pour laquelle la majorité des Universités ont refusé de transmettre au Ministère des maquettes de masters.

• Loin de préparer une revalorisation du métier d'enseignant, il s'agit d'imposer à marche forcée une **logique d'économie budgétaire, avec des milliers de suppressions de postes.**

La réforme prévoit un allongement de la durée des études à 5 ans, sans rémunération : un sacrifice supplémentaire pour les classes moyennes ou défavorisées.

La disparition des stages constitue aussi pour les professeurs des écoles une remise en cause de leur droit à la formation continue, qui devra se faire désormais sur leurs congés !

Soutenez l'Université en signant la pétition:

<http://universites.ouvaton.org>